

- **Reste à charge CPF** / Le [décret n°2026-234 du 30.03.2026](#) prévoit que le salarié mobilisant son CPF doit désormais s'acquitter d'une participation obligatoire de 150€ pour toute demande de souscription postérieure au 2 avril 2026.
- **Indemnisation chômage** / La réduction de la durée d'affiliation pour les primo-entrants est effective depuis le 01.04.2026. Attention : la réduction de la durée d'indemnisation pour les ruptures conventionnelles est en cours de transposition législative.
- **Lutte contre l'absentéisme** / Dans un [communiqué de presse en date du 09.04.2026](#), le ministère de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées annonce notamment un renforcement des contrôles des arrêts de travail jugés anormaux par les employeurs (par le biais d'un dispositif de signalement), ainsi qu'une surveillance des entreprises avec un fort taux d'absentéisme.
- **Droit à la déconnexion** / Dans un arrêt du 25.03.2026 [n°24-21098](#), la Cour de cassation juge qu'il n'y a pas de manquement de la part de l'employeur si aucun élément ne vient démontrer une obligation du salarié de traiter immédiatement les courriels reçus (pour la plupart il s'agissait de notifications automatiques). En l'espèce, la Cour admet que le salarié avait fait le choix de répondre en se connectant spontanément à son poste informatique professionnel et en réalisant des actions ponctuelles.
- **Heures supplémentaires (HS)** / Dans un arrêt du 07.01.2026 [n°24-10984](#), la Cour de cassation valide le raisonnement de la Cour d'appel ayant conclu au débouté de la demande de rappel d'HS. En l'espèce, la Cour avait constaté qu'une note interne, connue de la salariée, soumettait l'accomplissement des HS à la validation du supérieur hiérarchique et qu'il n'était pas démontré que l'employeur avait donné son accord implicite à l'accomplissement des HS réclamées.
- **Exonération des Heures supplémentaires (HS)** / Par une [actualité du 30.03.2026](#), le BOSS met à jour sa doctrine sur les exonérations d'heures supplémentaires pour inclure l'extension de la déduction forfaitaire patronale aux entreprises de 250 salariés et plus. Cette mise à jour, opposable depuis le 01.04.2026, précise aussi les règles pour les forfaits annuels (congés payés, entrées/sorties) et l'impact des absences sur les heures structurelles.
- **Médailles du travail** / Par un [communiqué du 10.04.2026](#), le BOSS met fin à l'exonération des cotisations sociales sur les gratifications « médailles du travail » à compter du 01.01.2027.

ALERTES POINTS DE VIGILANCE



- **Transmission du CDD** / Dans un [arrêt du 25.03.2026 n°23-19526](#), la Cour de cassation précise que l'indemnité pour méconnaissance du délai de transmission du contrat à durée déterminée fixé par la loi et l'indemnité au titre de la requalification, qui n'ont pas pour objet de réparer le même préjudice, peuvent, lorsque les conditions d'allocation de l'une et de l'autre sont réunies, se cumuler.
- **Période d'essai et grossesse** / Dans un arrêt du 25.03.2026 [n°24-14788](#), la Cour de cassation juge que si l'employeur connaît l'état de grossesse, il doit prouver que la rupture de l'essai est totalement étrangère à cet état, sous peine de nullité.

Y AVEZ-VOUS PENSÉ ?



- **Gestion des AT/MP** / La plateforme « Risques Pro » est remplacée par le « Compte Entreprise » sur Net-Entreprises. Il n'y a plus d'alertes mail pour compléter les questionnaires ou consulter des pièces ([communiqué Net-entreprise du 13.03.2026](#)).
- **Conservation des données RH** / La CNIL a publié un [référentiel](#) datant du 02.04.2026 portant sur les durées de conservation des données à caractère personnel.